



BUDGET 2024 ET AUTRES ATTAQUES...

INDEXATION INSUFFISANTE – POSTES AU RABAIS – SERVICES PUBLICS EN DANGER !

Reconduction du mouvement de grève

Grève – Assemblée du personnel - Manifestation de la fonction publique et du secteur subventionné le **MARDI 5 DÉCEMBRE 2023**

- dès 13h30** Grève et piquets de grève sur les lieux de travail
- 16h30** Assemblée du personnel au Palladium (rue du Stand 3bis Genève)
- 17h30** Manifestation : départ Palladium, arrivée Place de Neuve
(parcours : rue du stand, rue Chantepoulet, rue du Mt-Blanc, rue Kléberg, rue Arnold-Winkelried, place des Bergues, pt des Bergues, place du Rhône, quai Général-Guisan, rue Robert-Ceard, rue du Rhône, rue d'Italie, rues Basses, rue de la Corraiterie, place de Neuve)
- 19h30** Arrivée et discours Place de Neuve

Éléments à l'appui des revendications du personnel :

- Refus du Conseil d'État et de la commission des finances d'entrer en discussion
- Indexation de 1% **au lieu des 2,56%** avec rattrapage et non prise en considération de la hausse des primes d'assurance maladie
- La commission des finances propose **de couper près de la moitié des nouveaux postes** proposés par le Conseil d'Etat alors que ceux-ci ne sont déjà pas suffisants face à l'accroissement de la population.
- Le Conseil d'Etat vient d'annoncer **un plan financier pour 2023-2027** qui **ampute le pouvoir d'achat de la fonction publique de près de CHF 500 millions.**
- Deux lois vont être votées en janvier 2024 par la droite du parlement **pour bloquer tout engagement et tout augmentation des charges.** Une attaque frontale contre les services publics et les personnels de l'Etat et du secteur subventionné !
- A ces attaques tous azimuts, s'ajoutent un projet de révision de la loi (LPAC) qui ouvrirait grand la porte à des licenciements arbitraires, une loi qui ouvre la porte sur la retraite à 67 ans, et le refus du Grand Conseil d'octroyer enfin au personnel nouvellement engagé les mêmes droits qu'au secteur privé en cas de maladie.

La situation est grave, il est urgent de dire stop à ces attaques ! Nos revendications :

- **Au minimum le vote par le Grand Conseil des 356 nouveaux postes et des subventions inscrites au PB2024 par le Conseil d'Etat**
- **Une indexation des salaires, des rentes et des minima sociaux de 5% ainsi que des moyens adéquats à l'évolution des coûts et des besoins pour le secteur subventionné**
- **La fin des attaques tous azimuts contre la fonction publique**

[Cliquez ici pour prendre connaissance des consignes et informations pratiques pour la grève du 5.12.23](#)